

Jean-Marie YANTE (dir.), Les origines de l'abbaye cistercienne d'Orval. Actes du colloque organisé à Orval le 23 juillet 2011 (Bibliothèque de la revue d'histoire ecclésiastique, 99), Louvain-la-Neuve-Leuven : Brepols, 2015 ; VI + 118 pages ; ISBN 978-2-503-55529-4 ; épuisé.

Le livre publie les actes du colloque organisé à l'abbaye d'Orval en juillet 2011 et dont la thématique était : *Orval à ses origines & les origines d'Orval*. La lecture de ce petit opus, qui s'adresse autant à des spécialistes qu'au grand public, est agréable et quelques cartes et illustrations (hélas en noir et blanc) aident avantageusement à sa compréhension.

Ce recueil d'articles se veut d'abord un bilan des connaissances concernant les origines de l'abbaye d'Orval. Il est donc à considérer comme la suite, mais aussi la reprise, des débats ouverts à partir des années 1950-1960 entre défenseurs et détracteurs de la tradition d'Orval. Cette tradition, connue uniquement via des documents des XVI^e et XVII^e siècles, voulait que l'abbaye ait été fondée en 1070 par Mathilde de Toscane et le comte de Chinny Arnould et successivement tenue par des bénédictins de Calabre, des chanoines et enfin des cisterciens en 1131. C'est donc à partir des années 50-60, que les voix de Georges Despy, Annie Stalpaert et ensuite René Noël ont contesté cette tradition pour lui préférer une fondation unique, cistercienne, en 1131 ou 1132, par le comte de Chinny Othon. Les débats furent houleux, les deux camps se lançant dans des démonstrations plus ou moins érudites et scientifiques, mais surtout dans un dialogue de sourds où chacun campa sur ses positions : il s'installa alors deux historiographies parallèles et contradictoires des origines d'Orval. Il s'avérait donc important de faire le point des acquis, de reposer la question des origines de l'abbaye et, surtout, de tenter de dépasser le stade de cette double historiographie, ce que l'ouvrage dirigé par Jean-Marie Yante réussit avec un certain succès mais non sans difficultés.

Dresser le bilan supposait de mettre en confrontation les deux courants. Dès lors, on ne s'étonnera pas de la présence d'avis opposés au sein de l'ouvrage et le lecteur ne devra pas être surpris d'apprendre dans un article comment Mathilde de Toscane a fondé l'abbaye et dans le suivant qu'elle n'a rien à voir dans la fondation. Cette difficulté est en partie surmontée par les commentaires explicatifs et introductifs de Jean-Marie Yante, qui charpentent et rythment le recueil. On regrettera cependant que son « état historiographique » n'ait pas été proposé au début. En effet, comme ce livre est d'abord un état des lieux, une bonne connaissance des débats antérieurs et de l'historiographie de l'abbaye s'avère utile pour entrer pleinement dans cet ouvrage, dont la structure suit un peu trop strictement celle des présentations orales du colloque de 2011 (seule une communication a été laissée de côté). Non seulement

la structure est similaire, mais également le contenu. Si, en 2011, les deux courants se rencontraient et que les débats avaient alors été nourris, on constate que ceux-ci ont finalement assez peu influé sur les versions écrites des intervenants qui proposent des textes très proches de ceux qu'ils avaient prononcés. De nouveau ici, les introductions et conclusions de Jean-Marie Yante sont donc particulièrement importantes et permettent de dégager l'essentiel des différents apports.

Les trois premiers articles s'attachent au contexte de la fondation (le contexte chinien est bien résumé par Jean-Marie Yante, le contexte cistercien est évoqué par Jackie Lusse et Paolo Golinelli expose la vie de Mathilde de Toscane, notamment grâce à des sources italiennes peu connues). Ensuite vient la partie « Table ronde » axée sur des documents en lien avec la fondation de l'abbaye et leur analyse. Sont ainsi évoqués l'apport des textes (René Noël), l'historiographie (Jean-Marie Yante) et le rappel des résultats des fouilles archéologiques (Paul-Christian Grégoire).

Deux archéologues (Philippe Mignot et Denis Henrotay) se livrent ensuite à une relecture critique des rapports de fouilles archéologiques. En effet, menées à l'abbaye dans les années 1960-1970 par des défenseurs de la tradition, celles-ci avaient jusqu'ici corroboré leur version. Les deux archéologues restent toutefois prudents et leurs conclusions invitent certes à la critique mais ne vont guère plus loin. C'est surtout l'analyse des techniques de taille de pierre proposée par Frans Doperé qui apporte véritablement un éclairage nouveau et permet à l'ouvrage de dépasser avantageusement le stade du « bilan » puisque selon lui l'église attribuée jusqu'ici aux chanoines est indubitablement de plan bernardin, donc cistercienne.

On regrettera qu'une analyse plus importante du contexte et de la mise en place progressive de la tradition orvalienne à l'époque moderne n'ait pas été proposée. L'ouvrage a fait la part belle aux médiévistes mais a délaissé l'époque moderne. Ceci n'empêche toutefois pas de conclure à un bilan positif et de constater que la question des origines d'Orval commence véritablement à se désolidariser du discours traditionnel. Mais se détacher de la tradition n'est pas tout comprendre de la fondation, ce que suggérait déjà un article de Roger Petit en 1993. Si Mathilde de Toscane et les étapes bénédictines et canoniales sont désormais moins prisées, des questions demeurent. D'ici à une « nouvelle lecture des événements » (p. 118), cet ouvrage entre bilan et avancées constitue toutefois une référence intéressante que l'on ne peut que conseiller aux amis de l'abbaye cistercienne d'Orval.

Marie-Cécile Charles

Stefan ALBRECHT (Hg.), *Chonikon Aulae regiae - Die Königsaal Chronik. Eine Bestandsaufnahme (Forschungen zur Geschichte und Kultur der böhmischen Länder, 1)*, Frankfurt am Main: Peter Lang, 2013, 251 S., 9 Abb.; ISBN 978-3-631-64535-2; 46,95 €.

Stefan ALBRECHT (Hg.), *Die Königsaal Chronik*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2014, 724 p., index des noms de personnes et de lieux (= *Forschungen zur Geschichte und Kultur der böhmischen Länder, 2*), ISBN 978-3-631-64536-6; 112 €.

Nous devons à l'initiative de la *Historische Kommission für die böhmischen Länder* ces deux volumes dirigés par Stefan Albrecht, collaborateur scientifique

au *Römisch-germanischen Zentralmuseum* de Mayence. L'équipe autour de lui rassemblée est composée de spécialistes allemands, tchèques (bohémiens et moraves) et polonais (silésiens). Le premier volume renferme neuf études littéraires, linguistiques et historiques sur la chronique elle-même, ses auteurs et le contexte de sa production. Le second volume accueille la traduction allemande de la *Königsaal Chronik (Zbraslavská Kronika)*.

L'œuvre couvre la période 1253-1338. Elle est certainement l'une des sources les plus importantes pour l'histoire bas-médiévale de la Bohême. Mais son horizon géographique s'étend de la France (de Paris à la Bourgogne et en Avignon) au cœur de la Hongrie et à la Prusse et du royaume de Naples à l'Allemagne centrale (de Nuremberg à Cologne), même si la zone de plus grande densité des mentions se concentre au nord des Alpes, entre le Luxembourg et la région de Cracovie.

Sur le plan strict de l'histoire tchèque, l'intérêt de l'œuvre tient à ce qu'elle enjambe la crise de 1306-1310 qui a marqué l'histoire et l'historiographie du pays : l'assassinat du jeune Venceslas III, roi de Bohême, de Pologne et de Hongrie (1305-6), met fin à la succession en ligne masculine, depuis le Xe siècle, des ducs, puis rois (depuis 1198) de la dynastie autochtone des Přemyslides. La lutte pour le trône oppose alors Henri, duc de Carinthie - élu du chef de son épouse Anna, fille aînée du roi Venceslas II - et Rodolphe de Habsbourg, imposé par son père, le roi des Romains Albert, suzerain de la Bohême. La guerre civile débouche en l'été 1309 sur le choix par le nouveau roi des Romains, Henri VII de Luxembourg, d'Elisabeth, seconde fille de Venceslas II, comme reine de Bohême (les droits impériaux sur un grand fief vacant sont sauvegardés en même temps que la continuité dynastique tchèque) et sur le mariage de la jeune femme avec Jean de Luxembourg, fils aîné d'Henri (septembre 1310).

La chronique est rédigée en prose, avec inclusion de passages versifiés en vers léonins. Organisée en trois livres de taille inégale, elle comporte 179 chapitres. Connue par trois manuscrits médiévaux, elle a été éditée, dans sa langue latine d'origine, en 1602 (à Hanovre), 1784 (Prague), 1875 (Vienne) et 1884 (Prague) ; une édition scientifique est en préparation à l'université de Brno (Moravie). Deux traductions en tchèque ont été publiées en 1905 et 1952. Le présent travail de traduction en allemand a débuté en 1988 et fut relancé en 2007.

Quatrième implantation cistercienne en Bohême, de la « famille » de Morimond, le monastère de Zbraslav, non loin de Prague, est dû (1291-2) au roi Venceslas II, désireux de créer une nouvelle nécropole royale ; aussi a-t-il pris le nom d'*Aula regia / Königsaal*. L'initiative de l'ouvrage et la rédaction des 51 premiers chapitres revient à l'abbé Otton de Thuringe, sous la forme d'une *vita* - quasi hagiographique - du fondateur, d'un récit de fondation monastique et d'une esquisse d'histoire dynastique depuis le règne d'Ottakar II (1253-1278). Après la mort d'Otton (mars 1314), il revint à son successeur, le lusacien Pierre de Zittau (1260/70-1339), de terminer le livre I, qu'il réorienta vers une histoire de la communauté monastique, tout en élargissant le propos à l'histoire de la dynastie luxembourgeoise (depuis la bataille de Worringen en 1288), puis de conduire le récit, en deux étapes, jusqu'en février 1338.

La chronique d'*Aula Regia* peut être regardée comme l'antithèse de la chronique rimée anonyme en langue tchèque, dite *Chronique de Dalimil*, contemporaine,

parce que cette dernière reflète les conceptions de la noblesse de langue tchèque et notamment son nationalisme linguistique naissant et présente les Allemands du royaume, en particulier la bourgeoisie urbaine germanophone, comme l'ennemi principal et naturel de la Bohême, là même où la chronique de KS. loue la co-existence des deux peuples au sein du même royaume : Pierre de Zittau se sent « bohémien » et parle de « notre Bohême », tout en notant que l'allemand est plus parlé que le tchèque dans la plupart des villes du pays, ainsi qu'à la cour.

Les quatre principaux personnages de la chronique sont donc le roi fondateur Venceslas II, sa fille cadette la reine Elisabeth, le mari de celle-ci, Jean de Luxembourg, enfin le père de ce dernier, le roi des Romains et empereur Henri VII de Luxembourg, donné par Pierre de Zittau comme l'incarnation idéale du souverain chrétien. Les cinquième et sixième « personnages » de la chronique, collectifs, sont formés par les abbés cisterciens de Bohême d'une part, par les bourgeois des deux grandes villes du royaume, Prague et Kutna Hora, de l'autre : on voit poindre ici les linéaments d'une fracture destinée à lourdement obérer l'histoire ultérieure de la Bohême.

La curiosité de Pierre de Zittau s'exerce donc largement au-delà de la Bohême, en raison des relations matrimoniales et diplomatiques qu'ont entretenues les derniers Přemyslides et les premiers Luxembourg. Le regard de l'auteur est entraîné vers la Pologne et la Hongrie, vers le royaume d'Italie et vers les pays rhénans, le Luxembourg et la France, que Pierre de Zittau connaît pour y avoir accompli au moins trois voyages (1317, 1321 et 1334) jusqu'à Trèves, Morimond, Clairvaux, Fontaines-lès-Dijon (lieu de naissance de saint Bernard) et Paris : Luxembourg (ville et comté) est mentionné à près d'une vingtaine de reprises (Trèves l'est huit fois). On ne cherchera pas cependant de renseignements précis sur la ville même de Luxembourg, dont la plupart des mentions scandent les allers et retours de Jean de Bohême entre son royaume d'une part, son comté et la cour de France de l'autre ; un alternat qui, aux dires de l'auteur, déclenche la consternation de la cour et des Pragois, au point qu'en 1317, la reine Elisabeth envoie Pierre à Trèves pour requérir le comte-roi, son époux, de revenir à Prague au plus vite. Les évocations de la dignité comtale luxembourgeoise, si elles sont laudatives quand elles concernent l'époque d'Henri VII et de son père, tournent à l'aigre après 1320 : lors d'un énième retour éclair de Jean à Prague en mars 1325 (« *vom Rhein zurück* »), le chroniqueur se fait l'écho des plaintes des habitants du royaume, ulcérés de « devoir payer pour le comté de Luxembourg », et, en février 1327, l'accueil des Pragois est glacial. Le désamour est d'ailleurs réciproque : lorsque Jean retourne dans son comté en juin 1321, il se justifie en citant Ovide, *Ex ponto* : « le sol du pays natal m'est plus doux » !

La chronique offre une évocation assez détaillée de la guerre menée par le roi de Bohême, allié à son oncle l'archevêque de Trèves Baudoin, au duc de Lorraine et au comte de Bar contre la ville de Metz (fin 1325-juin 1326). Baudoin avait déjà été mis en scène pour ses efforts en faveur de la candidature de son aîné Henri au trône de roi des Romains, aboutissant à l'élection de ce dernier (27 novembre 1308 à Francfort), à l'unanimité (un pieux mensonge par omission, puisque le roi de Bohême Henri de Carinthie s'était abstenu de paraître). Une comparaison du texte de la chronique tchèque avec les sources occidentales serait bienvenue sur ce point, comme à propos de la descente d'Henri VII en Italie, son couronnement

impérial et sa mort, pour laquelle Pierre de Zittau se fait l'écho de la rumeur de son empoisonnement perpétré par les frères prêcheurs...

Il faut donc se féliciter de la mise à disposition de la médiévistique de langue allemande d'une œuvre chronistique, qui, au-delà des échos tchèques des événements de l'Occident français, rhénan et lotharingien, offre une vision large de l'histoire bas-médiévale d'une vaste *Mitteleuropa*.

Jean-Luc Fray (Clermont-Ferrand)

Marzena KESSLER, Das städtische Bauwesen in Trier am Ende des Mittelalters (1370–1520), (Trierer historische Forschungen, 69), Trier: Kliomedien Verlag, 2015; 483 S.; ISBN 978-3-89890-190-1; 74,00€

Wenn auch nicht ganz so umfangreich wie für die Stadt Luxemburg, so sind doch auch für die Stadt Trier eine ganze Reihe Rechnungsbücher aus dem späten 14. und frühen 15. Jahrhundert sowie in dichter Folge aus der zweiten Hälfte des 15. und dem ersten Fünftel des 16. Jahrhunderts überliefert. Es ist das große Verdienst von Marzena Kessler, diesen bedeutenden Quellenbestand hinsichtlich der Bautätigkeit der städtischen Obrigkeit im 14.-16. Jahrhundert aufgearbeitet zu haben. Nach einführenden Bemerkungen zum Baumeisteramt, dessen Ausgliederung aus dem Rentmeisteramt leider nicht erfasst werden konnte, präsentiert die Autorin zehn Baukomplexe, für die sie alle verfügbaren Angaben zu Lokalisierung, Arbeitsumfang, beteiligte Handwerker, Baumaterialien, Preis und Löhne zusammenträgt: die Stadtmauer mit ihren Toren und Türmen, das Rathaus mit Bauhof, Brauhaus und Ratskapelle, die städtischen Mühlen, insbesondere die große Neuanlage beim St. Martinskloster, die Universität, die Wirtschaftsgebäude Wolfsturm und Ross(kalk)mühle, das Frauenhaus, zwei Einzelhäuser in der Fleischgasse, die Pflasterung der Straßen, die Wasserversorgung und der Hafen. Wo möglich greift M. Kessler dabei auch auf andere Quellen wie jüngere Pläne oder archäologische Berichte zurück, um insbesondere architektonische und bautechnische Aspekte möglichst präzise zu beschreiben. In einem letzten Teil trägt die Autorin alle Informationen aus den Rechnungsbüchern zur Versorgung mit Baumaterialien wie Stein, Kalk, Sand, Schiefer und Holz zusammen. Angaben zur Herkunft von Metallen (Eisen, Blei) konnte sie angeblich nicht ausfindig machen (siehe aber FN 406 S. 113: Eisen aus Kell).

Mit ihrem Detailreichtum bringt die Dissertation zweifellos unser Wissen über das Aussehen, die Datierung und Platzierung der städtischen Bauvorhaben, ihre Zweckbestimmung, die Konstruktionstechniken, die Herkunft der Baumaterialien, die beschäftigten Handwerker, den Preis der Baustoffe und der Arbeit weiter, und das nicht nur in Bezug auf Trier. Weniger Aufmerksamkeit wird der sozialgeschichtlichen Auswertung geschenkt, die wohl eine zweite Dissertation erfordert: Wer waren die am häufigsten angestellten Handwerker? In welchem Verhältnis standen sie zur politischen Führungsschicht? Wann wurde warum auf auswärtige Fachkräfte zurückgegriffen? Wie entwickelte sich das Lohngefüge? Wurden immer nur Einzelaufträge erteilt oder gab es auch Aufträge „im Gedinge“ wie es Luxemburg genannt wurde? Dann wurde ein Handwerkermeister für eine Globalsumme mit einem Bauvorhaben beauftragt. Viele Antworten auf solche Fragen stecken im

ausgebreiteten Quellenmaterial, werden aber nicht zusammenfassend interpretiert. Die im Anhang veröffentlichte Personalliste der Rent- bzw. Baumeister und der Handwerkermeister wird insofern nicht ausgewertet. Auch institutionelle Aspekte ließen sich vertiefen: Wann und warum betrieb die Stadt selbst Steingruben oder Kalköfen? Wann und warum wurde auf kommerzielle Lieferanten zurückgegriffen?

Beachtenswert ist auch der Beitrag, den die Dissertation zur trierischen Fachsprache im mittelalterlichen Bauwesen liefert, in dem wenig bekannte Begriffe wie *bogen stijle*, *candil*, *grendel*, *haspel*, *keffer*, *pinnapel*, *zwengel* u.a.m. im Lauf des Textes erklärt werden. Ein entsprechendes Register wäre für Sprachwissenschaftler nützlich gewesen. Allerdings gibt es auf linguistischem Gebiet ein paar Ungereimtheiten. So übersetzt die Autorin den Quellenbegriff *malder* [Kalk] mit Malde(n) (z.B. S. 345 mit FN 261), ein Wort, das der Duden nicht kennt, während Malter ein sehr gebräuchliches Hohlmaß (für Getreide) war. Ob *pade ijsen* eine Art Schloss war (S. 75), bezweifele ich; ich verstehe darunter eher ein eisernes Band von einem Viertelkreis, auf dem ein Rad an der Unterseite einer Pforte läuft. Dass andere Begriffe wie *duffhuss*, *geremß*, *hage dornen*, *wirfel* oder das Längenmaß *donen* stillschweigend ungeklärt bleiben, kann einem Nicht-Linguisten nicht zum Vorwurf gemacht werden. Ob der *schampanyer* ein Mühlstein aus der Champagne ist, scheint mir nicht so sicher; geliefert wurde er von einem Mann aus *pontemoisse* (= Pont-à-Mousson in Lothringen) (S. 166). Unverständlich ist mir die Auflösung 22. September 1455 für *des anderen dages na sent mertis dag anno LIIII* (S. 36). Doch lassen wir die Aufzählung etlicher kleiner Irrtümer und nicht seltener Druckfehler.

Vor allem der ortsunkundige Leser vermisst einen ausführlicheren Stadtplan, in dem alle genannten Gassen und Bauwerke eingetragen wären, denn die im Anhang publizierten neun Pläne mit Baumaßnahmen aus den einzelnen Zeitschichten sind nicht vollständig. Zum Kapitel Versorgung mit Baumaterialien gibt es gar keine Karte, obschon eine solche das Versorgungsgebiet je Rohstoff viel klarer hätte erkennen lassen. Dann wäre wohl aufgefallen, dass Wormeldingen nicht im „Saarumland“ liegt (S. 389). Und es wäre das ein Schritt gewesen, der geholfen hätte, die Zusammenfassung analytischer auszurichten, statt sie weitgehend aufs Deskriptive zu beschränken. Für *Hémecht*-Leser dürfte von Interesse sein, dass auch aus heute Luxemburger Regionen verschiedene Baustoffe bezogen wurden: etwa 1480/81 ein Mühlstein aus Echternach (aus dem Müllerthal?), Kalkstein regelmäßig aus Mertert und Remich, Holz aus Wormeldingen, Flaxweiler und Mensdorf u. a. Die Luxemburgbetreffe lassen sich immerhin leicht über das Register im Anhang auffindig machen.

Aus Luxemburger Sicht überrascht ein anderer Aspekt der Arbeit: Die Dissertation vergleicht öfters die Trierer Situation mit jener in anderen deutschen Städten, vornehmlich des Rheinlandes, aber gelegentlich greift sie auch bis Xanten, Würzburg und München aus. Obschon in Einleitung und Bibliographie die Edition der Rechnungsbücher der Stadt Luxemburg aufgeführt wird, wird dieses naheliegende Vergleichsbeispiel ignoriert. Dabei wäre die Stadt Luxemburg nicht nur die geographisch nächste Stadt vergleichbarer Größe; sie gehörte zwar nicht zum Trierer Erzstift, aber zum Reich und zum Trierer Erzbistum und hat eine auch im Vergleich zu Trier außergewöhnlich umfangreiche Überlieferung an zeitgleichen (!) städtischen

Rechnungsbüchern aufzuweisen, auf deren Grundlage zudem seit etlichen Jahren eine ganze Reihe von wissenschaftlichen Arbeiten entstanden sind, die sie sowohl im Hinblick auf die städtische Verfassungsgeschichte als auch auf die Sozial- und Wirtschaftsgeschichte sowie eben auch die Bau- und Technikgeschichte oder die Stadtsprache und Fachsprache auswerten. Im Zeitalter des ‚spatial turn‘ befremdet eine derart anachronistische ‚mental map‘, die außer nach Metz nie den Blick nach Westen richtet. Die Lehren des so erfolgreichen Trierer Sonderforschungsbereichs 235 „Zwischen Maas und Rhein“ scheinen auffallend schnell vergessen.

michel pauly

Raymond BAUSTERT (éd.), Un Roi à Luxembourg. Edition commentée du JOURNAL DU VOYAGE DE SA MAJESTE A LUXEMBOURG, Mercure Galant, JUIN 1687, II (SECONDE PARTIE), (coll. BIBLIO 17, 207), Tübingen : Narr Verlag, 2015, 522 p. ; ISBN 978-3823368748 ; 98 €.

Depuis le printemps 1684, la ville de Luxembourg est désormais rattachée au royaume de France. Cet événement s’inscrit dans une politique expansionniste qui entend repousser les frontières du pays. Elle ne manque pas de susciter des inquiétudes en Europe. Cette conquête participe grandement à la constitution de la Ligue d’Augsbourg en 1686. Une alliance militaire qui s’oppose aux vellétés françaises. Elle rassemble une coalition des princes protestants mais également des Habsbourg. La révocation de l’édit de Nantes, survenue l’année précédente, a aussi joué un rôle non négligeable dans la mobilisation des pays réformés. C’est dans ce contexte que Louis XIV décide ce voyage éminemment politique. Il lui importe d’assurer sa mainmise sur des territoires nouvellement conquis. Le présent ouvrage est la publication scientifique de la relation que consacre le *Mercur Galant* à cet épisode (soit 337 pages au total).

Sur un plan purement formel, Raymond Baustert offre une belle édition critique. Fruit d’une enquête minutieuse, elle compte plus de 1000 notes érudites. La bibliographie est très étoffée (on s’étonnera cependant de l’absence des travaux de Joël Cornette). Plusieurs index fort copieux (ils comptent un peu plus de 60 pages) recensent, avec une grande précision, les noms de personnes, de lieux ou de matières. Le chercheur appréciera tout particulièrement celui qui s’emploie à recenser les fonctions, les institutions, les événements artistiques, militaires ou spirituels. Les annexes renferment également de nombreuses pièces d’archives qui complètent utilement l’analyse de ce périple. Un petit regret : l’absence d’une carte actuelle du parcours suivi par le cortège royal. Certes, la carte reproduite dans les premières pages présente un caractère patrimonial intéressant mais elle n’est guère lisible.

Outre la mise à disposition commentée d’une source utile, l’auteur livre une introduction riche d’enseignements (elle occupe une soixantaine de pages). Son analyse s’organise en trois temps. Tout d’abord, Raymond Baustert expose fort à propos l’état de la presse française en cette fin du siècle classique. Il dresse également un bilan historiographique des travaux afférents à ce sujet. Sont notamment précisées les conditions de la création, en 1672, du *Mercur galant* par l’homme de lettres Jean Donneau de Visé (1638-1710). Cette publication entre en rupture avec la fameuse *Gazette* de Théophraste Renaudot (1586-1653), fondée en 1631. Elle

propose une ligne éditoriale qui «entend traiter de la vie intime, les mariages, les décès avec toutes les circonstances qui les entourent, [...] voire les questions de mode et de galanterie» (p. 22). En effet, alors que la première s'emploie essentiellement à exposer les faits, le *Mercure galant* se livre à un luxe de détails. Ainsi, la relation du voyage royal à Luxembourg comprend un volume style à vingt fois supérieur à celui du célèbre hebdomadaire. À la sécheresse du style utilisé par ce dernier s'oppose également le caractère littéraire du *Mercure*. Celui-ci n'hésite pas à s'attarder sur les lieux traversés et les paysages parcourus. Ce qui fait de sa lecture un véritable «guide de voyage» (p. 24). Nous sommes donc loin de la concision chère au journal de T. Renaudot.

L'auteur s'attache ensuite aux circonstances de ce périple. Il note combien le journal est soucieux d'explicitier les intentions du souverain. Ainsi, la relation insiste sur la modicité de l'escorte militaire. Il lui importe de rassurer une opinion européenne en droit de s'interroger sur une telle équipée. Ce souverain belliqueux aurait-il l'intention de pousser plus avant ses visées expansionnistes ? Nullement insistent les scripteurs. Si Louis XIV quitte son palais de Versailles, ce n'est pas pour s'engager dans une nouvelle campagne guerrière, ses objectifs n'ont «d'autres fins que d'inspection voire de curiosité !» (p. 28). Conscient qu'un tel déplacement peut jeter l'alarme en Europe, le souverain prend le soin de protester de son projet pacifiste. En témoigne le courrier envoyé au pape Innocent XI, transmis ensuite à tous les gouvernements. Cette missive assure son destinataire «de l'absence complète d'arrière-pensée militaire» (p. 30). Il n'en reste pas moins que les cours européennes resteront en éveil tout le temps de ce voyage, commencé le 10 mai 1687 et achevé le 7 juin suivant.

Enfin, le cœur de ces pages introductives entend démontrer que cette relation est une porte d'entrée afin de mieux cerner la personnalité du souverain. Pour ce faire, Raymond Baustert aborde diverses thématiques. L'une d'entre elles porte sur le «corps du roi». Globalement, ces aspects physiques sont peu évoqués. Ils transparaissent uniquement lorsqu'il importe de mentionner l'état de santé hors du commun dont jouit le monarque. À tel point que son rétablissement rapide et complet suite à l'opération de sa fistule anale, réalisée en novembre 1686, est le signe «d'une santé triomphant de toutes les atteintes» ! (p. 38). C'est également la force de son caractère qui est sondée. Le texte insiste sur la volonté royale de s'attacher constamment aux affaires de l'État. Trait, dont s'accorde la plupart des témoins du règne. Une «puissance de travail» que lui reconnaît même le mémorialiste Saint-Simon, pourtant peu enclin aux compliments..., qui écrit que le roi «comprendait l'oisiveté comme l'ennemi de la gloire» (p. 42). Par ailleurs, les qualités de l'esprit, les capacités intellectuelles, en un mot l'intelligence de Louis XIV ne font évidemment pas débat pour les rédacteurs. En revanche, tel n'est pas le point de vue de certains contemporains qui se montrent moins élogieux. Intéressants également sont les paragraphes consacrés à l'image du bon «Père du peuple» qu'entend cultiver le souverain. Ainsi en est-il de ce «roi installé sous une feuillée aménagée par les soins de ces bons villageois tout à leur bonheur de mettre à l'aise ce paternel ami qui associe la grâce de sa présence aux fruits de ses bienfaits» (p. 64). L'enquête se clôt par une série de questions ayant trait aux rapports du Prince avec la religion. Le *Mercure galant* dépeint un roi très-chrétien soucieux notamment de nommer aux

grands bénéfices ecclésiastiques les prêtres les plus dignes. Mais qu'en est-il de la piété royale ? de la profondeur de ses sentiments religieux ? Comme le relève R. Baustert, le *Mercurie galant*, par sa nature même qu'il qualifie « d'encomiastique », ne « révèle qu'une facette de la réalité (p. 77).

Source riche et précieuse pour le chercheur, la tâche du recenseur n'en est que plus difficile. Mais, le lecteur aura compris qu'en se plongeant dans ce livre, il apprendra beaucoup sur les ressorts de la vie politique, sociale et religieuse de la seconde moitié du XVII^e siècle.

Stéphane Gomis (Clermont-Ferrand)

Cristian KOLLMANN, Peter GILLES, Claire MULLER, Luxemburger Familiennamenbuch. Unter Mitarbeit von W. Amaru FLORES FLORES und Britta WEIMANN. Berlin/Boston: Walter de Gruyter, 2016; 407 S., 21 Karten; ISBN 978-3-11-041060-9; 59,95 €.

Mit dem hier zu rezensierenden Band legen die Verfasser erstmals eine wissenschaftlichen Ansprüchen genügende Gesamtdarstellung zu den Luxemburger Familiennamen vor. Dies ist umso bemerkenswerter, als zur Bearbeitung des umfangreichen und vorher nicht systematisch erschlossenen Korpus lediglich drei Jahre zur Verfügung standen und neben dem gedruckten Namenbuch auch ein Online-Atlas publiziert wurde (<http://lfa.uni.lu>). Letzterer ermöglicht eine Kartierung der Familiennamenbestände der gesamten Großregion in einer Differenziertheit, die weit über bisher vorhandene nichtkommerzielle Angebote hinausgeht.

Vor diesem Hintergrund war es wohl unausweichlich, dass die eine oder andere ökonomisch begründete Reduktion oder Vereinfachung vorgenommen wurde. In erster Linie betrifft dies den Ausschluss von Namen, die erst nach 1880 in Luxemburger Quellen belegt sind. Über die Angemessenheit dieses Vorgehens in einem nicht dezidiert historisch ausgerichteten Handbuch kann man geteilter Meinung sein, es wird von den Verfassern aber nachvollziehbar (in erster Linie arbeitspraktisch) begründet. Für Transparenz wird auch insofern gesorgt, als die fraglichen portugiesischen, italienischen und serbokroatischen Familiennamen in einer Liste der 400 häufigsten types (S. 393-396) dokumentiert werden. Da ihr Anteil in diesem Rahmen 5% übersteigt, liegt es nahe, hier mit weiteren Spezialuntersuchungen anzusetzen.

Eine zweite Einschränkung betrifft niederfrequente Familiennamen (<15 Telefonanschlüsse), die nur behandelt werden, wenn sie untersuchenswerte Varianten oder Etymologien aufweisen, so dass von den ca. 36.000 Luxemburger Familiennametypes rund 7% mit einem Namenartikel vertreten sind, davon ca. ein Drittel mit verkürzten Variantenartikeln. Das klingt zunächst nach sehr wenig, zu berücksichtigen ist aber, dass die hochfrequentesten Namen-types zumindest in europäischen Sprachen überproportional hohe relative Anteile am Familiennamen-Onomastikon aufweisen¹, so dass diese Beschränkung nicht nur ökonomisch geboten, sondern auch statistisch legitim erscheint.

¹ So repräsentieren die fünf häufigsten Luxemburger types (*Schmit, Muller, Weber, Hoffmann, Wagner*) allein 15,8% des Luxemburger Gesamtbestandes, im Deutschen ist der entsprechende Anteil mit 27,2%

Den Kernbestand des Namenbuchs machen Artikel zu underivierten und unflektierten Basisnamen aus. Die lexikographische Mikrostruktur umfasst Lemma, phonetische Transkription, Frequenzangaben, Varianten, Verweise auf Namen mit gleicher Basis, Angaben zu Etymologie bzw. Motivationstyp, zur Namengeographie, weiterführende Informationen zu linguistisch relevanten Besonderheiten sowie historische Belege. Im Folgenden einige Bemerkungen ausgehend von ausgewählten Artikelpositionen.

Phonetik: Die Angabe phonetischer Transkriptionen für die Basisnamen erscheint auf den ersten Blick für ein Namenbuch ungewöhnlich, erweist sich aber als Reflex der spezifischen Sprachsituation in Luxemburg, lauern hier doch für Nichtmuttersprachler des Luxemburgischen zahlreiche *faux amis*, aus standarddeutscher Perspektive etwa bei intransparenten Gallizismen wie *Belche* < frz. *Belge* (S. 27) oder bei Regionalismen wie in Bildungen auf *-burg/-bourg* oder in Fällen wie *Nurenberg* (S. 255, Eifeler Regel), aus romanischer Perspektive durch die Initialbetonung graphischer Romanismen (lux. [ˈdypā:] vs. frz. [dyˈpā]). Daneben erlaubt diese Artikelposition die systematische Dokumentation mehrsprachigkeitsbedingter Aussprachedoubletten wie [ʃarɫ], [ˈʃa:rəl] für *Charles*.

Varianten: Neben praktischen Benutzungsaspekten spricht für die Praxis der Verfasser, eine relativ hohe Anzahl von Variantenartikeln anzusetzen, vor allem deren linguistische Potenz im Bereich der Familiennamen, auf die systematisch zuerst Konrad KUNZE² hingewiesen hat und für die sich in den einschlägigen Bänden des ‚Deutschen Familiennamenatlas‘ Belege in großer Zahl finden. Entsprechend erschließt auch der vorliegende Band Zugänge etwa zur regionalen Verteilung graphischer Namenvariation, wenn neben der erwartbaren Verteilung der Schreibungen <Colling> (Luxemburg) und <Kolling> (Deutschland) auch eine Tendenz zum Auftreten der <K>-Variante im Osten des Luxemburger Territoriums nachgewiesen wird. Nicht ganz klar wird, warum Diakritika-Graphien (Trema, accent aigu) offenbar systematisch keine eigenen Varianten-Lemmata bilden können. Möglicherweise waren auch hier arbeitspraktische Erwägungen (alphabetische Sortierung?) maßgeblich, zudem wird auf einige prominente Fälle wie *Muller vs. Müller* (S. 244) ausführlich in den jeweiligen Namenartikeln eingegangen.

Etymologie: Hervorzuheben ist, dass die Klassifizierung der Benennungsmotive auf einer deutlich feinmaschigeren Typologie basiert als sie das klassische Quintett Berufsname, Rufname, Herkunftsname, Wohnstättenname, Übername bietet. Auf dieser Basis lassen sich in Zukunft wesentlich differenziertere Forschungsfragen formulieren, ausgehend etwa von der auffällig hohen Frequenz des Typus Berufsübername (z.B. *Feiereisen* < mhd. *viurîsen* qua Metonymie Produkt/Hersteller).

Namengeographie: Eine jüngere, im Umkreis des hier zu besprechenden Bandes angesiedelte Studie³ hat darauf hingewiesen, dass die Entwicklung der Luxemburger

sogar noch wesentlich höher (vgl. K. KUNZE 2003: 198). Der Unterschied dürfte durch die stärkere Präsenz von tendenziell niedrigfrequenten Immigrantennamen im Luxemburgischen zu erklären sein.

² dtv-Atlas Namenkunde. Vor- und Familiennamen im deutschen Sprachgebiet. 4., überarbeitete und erweiterte Auflage. München 2003, S. 208-217.

³ FLORES FLORES, Walter Amaru Die luxemburgischen Familiennamen entlang der historischen Grenze zu Deutschland – Projektskizze und vorläufige Ergebnisse, in: GILLES, Peter / KOLLMANN, Cristian / MULLER, Claire (Hg.): Familiennamen zwischen Maas und Rhein. Frankfurt (Main) 2014, S. 99-124.

Familiennamen zwei unterschiedlichen, sei es gegenläufigen, sei es komplementären Dynamiken unterliegt. Einerseits sind rund der 70% der einschlägigen Familiennamen-types mehr oder minder auf das luxemburgische Staatsgebiet beschränkt⁴, zugleich gibt es genug Indizien dafür, dass Luxemburg zu einem „grenzüberschreitenden, größeren Namenraum mit fließenden Übergängen“⁵ gehört. Für beide Tendenzen liefert der vorliegende Band reiches Anschauungsmaterial, zum Teil unterstützt durch entsprechende Sprachkarten. Ein Beispiel für einen quasi exklusiv luxemburgischen Familiennamen wäre etwa *Kugener* (S. 170, 197f.). Grenzüberschreitende Zusammenhänge verdeutlicht demgegenüber die Karte zu *Peif(f)er/Pfeif(f)er* (S. 256), wo der (jeweils mittelfrequente) Familienname in Luxemburg durch die regionalsprachige Reliktform, in Deutschland aber durch die Standardvariante realisiert wird. Die Karte zu *Jacob* etc. (S. 161) schließlich bildet geradezu exemplarisch die Verhältnisse in einem mehrsprachigen Namenraum ab.

Dokumentation historischer Belege: Dass diese überhaupt geleistet wird, verdient uneingeschränkt positive Hervorhebung, verleiht sie dem Handbuch doch diachrone Tiefe. Unbefriedigend bleibt jedoch bei allem Verständnis für organisatorische Zwänge, dass für die älteste Belegsschicht das unikale Zeugnis, die Rechnungsbücher der Stadt Luxemburg, durch eine Globaldatierung ,1388-1500‘ in seinem Bezug nivelliert wird. Der linguistische Quellenwert der Luxemburger Rechnungsbücher beruht zu wesentlichen Teilen auf ihrer jahres-, bisweilen sogar tagesgenauen Datierung. Statt lange Reihen von Belegvarianten aufzulisten (der Artikel *Schumacher* beispielsweise besteht fast zur Hälfte aus Rechnungsbuch-Belegen), wären hier aus sprachhistorischer Sicht etwas weniger Masse und etwas mehr Präzision wünschenswert gewesen. Hinzu kommt ein Problem, das die Verfasser allerdings nicht verschweigen. In den Rechnungsbüchern fällt wie in allen Quellen aus der Zeit sich erst sukzessive herausbildender Familiennamen die Unterscheidung zwischen Berufsbezeichnungen (vgl. etwa die Belege des Artikels *Schroeder*, S. 316) und Familiennamen schwer und hat sich in der Vergangenheit immer wieder als äußerst aufwendig erwiesen⁶. Hier Licht ins Dunkel der Luxemburger Verhältnisse zu bringen, stellt trotz der Studie von Andreas GNIFFKE⁷ ein Desiderat dar, an das erinnert zu haben nur ein Verdienst der Verfasser neben den schon genannten darstellt.

Eine weitere, gar nicht hoch genug einzuschätzende Qualität dieses Bandes liegt nicht zuletzt in dem gelungenen Spagat zwischen wissenschaftlichem Anspruch, der an keiner Stelle preisgegeben wird, und größtmöglicher Zugänglichkeit für die nicht geringe Anzahl onomastisch interessierter Laien, um die sich die Verfasser gerade in den Artikelpositionen zu Sprachgeographie und zu sprachlichen Besonderheiten sicht- bzw. lesbar bemüht haben.

Nikolaus Ruge (Trier)

⁴ Vgl. FLORES FLORES, Familiennamen (wie Anm. 3), S. 100.

⁵ Ebd. S. 107.

⁶ Beispielhaft bis heute KOHLHEIM, Volker, Regensburger Rufnamen des 13. und 14. Jahrhunderts. Linguistische und sozio-onomastische Untersuchungen zu Struktur und Motivik spätmittelalterlicher Anthroponymie. Wiesbaden 1977 (Zeitschrift für Dialektologie und Linguistik. Beihefte 19).

⁷ Die Personennamen der Stadt Luxemburg von 1388-1500. Namenbuch und namenkundliche Analyse auf Basis der Rechnungsbücher der Stadt Luxemburg. PhD Dissertation. Universität Luxemburg/Universität Trier 2010.

Fernand FEHLEN, Andreas HEINZ, Die Luxemburger Mehrsprachigkeit. Ergebnisse einer Volkszählung, Bielefeld: transcript Verlag, 2016, 200 S., ISBN 978-3-8376-3314-6; 39,90 €.

Die Autoren Fernand Fehlen und Andreas Heinz präsentieren auf fast allen der rund 200 Seiten anhand von Karten und Tabellen eine immense Fülle von Daten, die sich auf die Sprechersituation im Großherzogtum beziehen. Als Grundlage dient die vom luxemburgischen Amt für Statistik und Wirtschaftsforschung (STATEC) durchgeführte Volkszählung aus dem Jahr 2011. Das Buch ist das Ergebnis eines gemeinsamen Projektes der Forschungseinheit INSIDE der Universität Luxemburg und des STATEC.

Ziel der Publikation ist eine ‚demolinguistische‘ Beschreibung der Luxemburger Mehrsprachigkeit in den Bereichen ‚am besten beherrschte Sprache (Hauptsprache)‘, ‚Umgangssprachen zu Hause und in der Schule‘, ‚Sprachgebrauch am Arbeitsplatz‘, ‚räumliche Verteilung der Umgangssprachen‘ sowie ‚Sprache und Integration‘. Es geht dabei also ausdrücklich nicht um eine Analyse der Mehrsprachigkeit im Großherzogtum entlang spezifischer, theoriegeleiteter Fragestellungen oder Thesen, sondern um eine Interpretation der erhobenen Daten im Rahmen einer Volkszählung. Dazu wird die Disziplin ‚Demolinguistik‘ im einführenden Kapitel als Teilbereich der Demografie bezeichnet, die sich mit der Zusammensetzung von Bevölkerungen nach Sprachgruppen beschäftigt. Auch handelt es sich also explizit nicht um eine Analyse unter Bezugnahme auf linguistische, sozialwissenschaftliche oder andere wissenschaftlich-theoretische Kategorien. Fraglich ist meines Erachtens daher, inwiefern ein solcher theriefreier Zugang zu einer Analyse einer nach Ansicht der Autoren komplexen mehrsprachigen Situation dienen kann.

Verstände man den Beitrag lediglich als Veröffentlichung der Ergebnisse der Volkszählung, würde sich alles Weitere erübrigen. Da die Publikation im deutschen Wissenschaftsverlag ‚transcript‘ jedoch auf eine analytisch-wissenschaftliche Betrachtung der Thematik verweist, sollen hier einige kritische Bemerkungen angeschlossen werden.

Die Problematik des Textes lässt sich in dieser Hinsicht anhand des Einführungskapitels darlegen. Zunächst werden dem Hauptansatz der Demolinguistik nur knapp zwei Seiten gewidmet, in denen hochsensible und sehr komplexe Themen und Kategorien, wie etwa ‚Sprachenzensus‘, ‚Sprachgruppe‘, ‚Sprachgemeinschaft‘, ‚ethnische Gruppe‘ oder ‚Muttersprache‘, zwar erwähnt, aber nicht angemessen diskutiert werden. Da diese Begriffe in direkter Verbindung zu tendenziösen Termini wie ‚Nation‘, ‚Identität‘ oder auch ‚Migration‘ stehen, sind ausbleibende Definitionen in einer wissenschaftlichen Publikation problematisch, weil sie so – nicht notwendig bewusst, aber faktisch – Homogenität vortäuschen und Essentialisierungstendenzen Vorschub leisten. Ähnliches gilt für die Frage nach Sprachen, die ja Konstruktionsprozessen unterliegen, sich verändern und im Laufe der Zeit beispielsweise in politisch-identitärer Hinsicht einen anderen Status erhalten können – siehe etwa das in französischer Sprache verfasste Sprachengesetz von 1984, indem das Luxemburgische zur Nationalsprache erklärt und damit *de facto* und *de jure* aufgewertet wurde.

Mehrsprachige Kontexte wie der luxemburgische sind also nicht nur komplex wegen der Nutzung verschiedener Sprachen an unterschiedlichen Orten durch unterschiedliche Personen, sondern vor allem auch, weil Sprachen politische Symbole sind und gleichzeitig soziales Kapital repräsentieren. So ist das ‚Sprechen über Sprachen‘ in Luxemburg potentiell immer konfliktgeladen, da der gesellschaftliche Zusammenhang sowie die Art der Mehrsprachigkeit durch Asymmetrien gekennzeichnet ist. Hierin liegt die Schwierigkeit einer Sprachpolitik in sprachlich heterogenen Räumen, die sowohl exklusive Identitätsbildungsprozesse wie auch gesellschaftliche Integration und sprachliche Belange zu berücksichtigen hat. Dies ist dann durchaus vergleichbar mit auf den ersten Blick noch komplexeren und konfliktgeladeneren multilingualen Zusammenhängen wie etwa in Belgien, in Südtirol, im Baskenland oder auch in Südafrika. Will man etwa integrative Potentiale der Mehrsprachigkeit im Großherzogtum – die aus meiner Sicht auch unabhängig von den guten ökonomischen Verhältnissen durchaus existieren – betonen, müssen Beobachtungen hierzu theoriegeleitet systematisiert und spezifiziert werden, da es sich sonst nicht wirklich um problembewusstes und -interessiertes Forschen handelt, sondern lediglich um das Auflisten von Selbsteinschätzungen der Einwohner Luxemburgs.

Im Sinne selbstreflexiven wissenschaftlichen Arbeitens wäre es meines Erachtens auch von Interesse, zu erfahren, warum das vorliegende Buch eigentlich auf Deutsch erscheint, da die Definitionen, Interpretationen und Kontextualisierungen kultureller Phänomene ja in spezifischer Weise sprachlich bestimmt werden (siehe etwa den Begriff Demolinguistik). Die Produktion kulturellen Wissens ist gebunden an bestimmte Sprachen und die Geschichte der Aneignung dieses Wissens in bestimmten Diskursgemeinschaften. Vor diesem Hintergrund erscheint es mit Bezug auf die Konstruktion nationaler sprachlicher Räume bedeutsam, wie – und in welcher Sprache – über Mehrsprachigkeit in Luxemburg gesprochen wird und wie kommuniziert wird, denn erst durch Kommunikation, durch Selbst- und Fremdreferenz, entsteht ja Gesellschaft.

Die Problematik in Bezug auf das Buch von Fernand Fehlen und Andreas Heinz ist daher vor allem, dass diese Darstellung einer Volkszählung mehr verspricht, als sie bereit ist einzulösen. Um dies zu verdeutlichen, soll der Text auf der Rückseite des Buchs zitiert werden, der ja prinzipiell einen Lese- und Kaufanreiz schaffen soll: „Mit seinen drei Verwaltungssprachen und seiner kosmopolitischen Bevölkerung ist Luxemburg ein gern benutztes Fallbeispiel für soziolinguistische und sprachpolitische Studien. Viele Fragen sind dabei jedoch bislang offen geblieben. Vor dem Hintergrund einer Volkszählung gelingt es diesem Band, viele Leerstellen zu füllen: Wer spricht welche Sprachen zu Hause, in der Schule und am Arbeitsplatz? Wie groß sind die jeweiligen Sprachgemeinschaften und welche Sprachen dominieren in welchen Berufen und in welchen Regionen? Wie hoch ist der Anteil der Migrantinnen und Migranten, die Luxemburgisch sprechen?“

Zum einen ist hier die unbekümmerte Verwendung des Begriffs ‚kosmopolitisch‘ zu nennen, der die Sozialwissenschaften seit Jahren grundlegend beschäftigt und Meinungen spaltet. Hierzu erfährt man allerdings genauso wenig wie zu den erwähnten soziolinguistischen und sprachpolitischen Studien. Eine ausbleibende Stellungnahme zum Stand der Forschung ist im besten Fall sorglos – jedenfalls aber

widerspricht dies faktisch wissenschaftlicher Praxis. Die prinzipiell aufgeworfenen Fragen wiederum müsste man an die entsprechenden Forschungseinrichtungen der Universität Luxemburg und anderswo weitergeben, da es kaum vorstellbar ist, dass es sich hierbei tatsächlich um Desiderata handelt, die nunmehr – nach einer Volkszählung und ihrer schlichten Zusammenfassung – vom Tisch sind.

Abschließend lässt sich sagen, dass die ermittelten Daten des Sprachzensus in dieser Publikation gut illustriert und aufwendig aufgearbeitet wurden. Insofern entspricht der Titel ganz dem Inhalt: ‚Die Luxemburger Mehrsprachigkeit. Ergebnisse einer Volkszählung‘.

Kristian Naglo (Gießen)

Jean SCHROEDER, Paul SCHWEBAG, Émile SEILER, Jean-Claude STRASSER, Bern THILL, Henri TRAUFFLER, Frank WILHELM, D’Echternacher Spidol voan der Grënnung oa bis haut: d’Institioun an d’Leit / Das Echternacher Bürgerhospital von der Gründung bis zur heutigen Zeit: die Institution und die Personen / L’hospice civil d’Echternach des origines à nos jours: l’institution et les personnes 698-2015, Echternach: Commission administrative de l’Hospice civil d’Echternach, 2015, 192 p. + DVD; ISBN 978-99959-0-154-7; 32 €.

Die im Vorwort angekündigte Meldung lässt den Historiker aufhorchen: das Archiv des Echternacher Hospitals, das seit seiner Benutzung durch Camille Wampach verschollen war, sei im Keller des Hauses wiedergefunden worden. Dabei handelt es sich offenbar um Dokumente, die vom Mittelalter bis 1971 reichen. Im Echternacher Lyzeum sind des Weiteren sechs Urkunden aus dem 14.-15. Jh. aus dem Hospitalbestand wiederaufgetaucht. Unbekannt ist keine der mittelalterlichen Urkunden. So kann Henri Trauffer sich darauf beschränken, Fotos und Regesten der sechs Urkunden zu veröffentlichen, da die Edition schon in Band X.1 von Wampachs Urkunden- und Quellenbuch erfolgt war. Unter der Anleitung von Jean Schroeder hat die Geschichtsstudentin Catherine Alberty ein Inventar des im Hospital wiedergefundenen Bestands angefertigt, doch Schroeder veröffentlicht hier nur eine sehr grobe Übersicht, leider nicht das Inventar. Außer den mittelalterlichen Urkunden soll es sich vor allem um Verwaltungsschriftgut (Rechnungsbücher, Baupläne, Korrespondenz, Pachtverträge, Zehntbücher, ...) aus der Frühen Neuzeit und dem 19.-20. Jahrhundert handeln. Für die Beiträge der vorliegenden Veröffentlichung wurde der Bestand nur von Frank Wilhelm ausgewertet.

Henri Trauffer bringt einen knappen Überblick über das Echternacher Hospitalwesen im Mittelalter, dessen Anfänge er wie alle anderen Autoren auf 698 datiert. Dr. Jean-Claude Strasser meint im Vorwort, es sei damit nach Lyon (542) und Paris (660) das drittälteste nördlich der Alpen. Das ist stark übertrieben, denn Sternberg hat fürs 6. und 7. Jahrhundert Xenodochien in 43 Orten Galliens nachgewiesen, davon sieben im Raum zwischen Rhein und Maas. Hingegen dürfte die 1207 erfolgte Stiftung eines Hospitals in der Stadt eine der ältesten bürgerlichen Initiativen in dieser Hinsicht in Nordwesteuropa gewesen sein. Darauf geht keiner der Autoren ein; überhaupt vermisst man den vergleichenden Blick. Bezüglich der Tagung des Obergerichtshofs von Mecheln im Hospitalgebäude in den Jahren 1747-1749 spricht Emil Seiler von einer „weitgehend unbekanntem Tatsache“, zitiert aber als

Beleg eine ganze Reihe Autoren, inklusive Internet. Wie in Lokalbroschüren leider üblich wiederholt er auch in der Folge Informationen aus der älteren Literatur, zumindest bis 1864, da Fr. Müllers Darstellung damit aufhört. Seiler setzt 1900 wieder ein, um hauptsächlich die Rolle der Borromäerinnen als Hospitalschwestern zu unterstreichen.

Am ausführlichsten und aus Originalquellen erarbeitet ist der Beitrag von Frank Wilhelm, der sich dem Titel nach mit Dr. Gust Gretsch (1867-1960) beschäftigt, sich de facto aber zu vielen Anekdoten etwa zu anderen Familienangehörigen und Freunden oder zu den ersten Automobilen in Luxemburg, hinreißen lässt. Da die Quelle nicht immer angegeben sind, darf man wohl auf mündliche Überlieferung schließen. Die Debatten um den zu Beginn des 20. Jahrhunderts erfolgten Neubau des Hospitals werden im Detail geschildert, vornehmlich aufgrund der neuentdeckten Quellen. Die Rolle von Dr. Gretsch während des Zweiten Weltkriegs wird ein weiteres Mal im Beitrag von Paul Schwebag gewürdigt, der weitere Hospitalmitarbeiter charakterisiert, bevor er auf die lange Planungsphase des jüngsten Ausbaus des Hospitals zum Alters- und Pflegeheim eingeht und neu anstehende Erweiterungspläne erwähnt. Der Ausbau zum CIPA wurde auch auf der beigelegten DVD von Bern Thill im Bilde festgehalten. Damit kehrt das Echternacher Bürgerhospital zu seinen Ursprüngen als Pfründneranstalt für ältere Menschen zurück!

Während Trauffler schon fürs Mittelalter von Krankenpflege im Hospital spricht – die m. E. aber noch zu beweisen wäre –, schreiben Wilhelm und Schwebach von der 1971 erfolgten Aufgabe der chirurgischen und der gynäkologischen Abteilung, während 1998 alle Krankenbette abgeschafft wurden. Die Frage, seit wann überhaupt im Hospital medizinische Akten vorgenommen wurden, wird nicht gestellt. Wie in vielen Luxemburger Darstellungen bleibt die Frühe Neuzeit leider weitgehend unerforscht. Die meisten der 126 Bilder im Band hätten ein größeres Format verdient.

michel pauly

